



Projet : « Dialogue National pour une Economie Inclusive et Porteuse de Paix »

Intitulé de la mission : Consultation pour l'élaboration d'un guide méthodologique du dialogue et de la Feuille de route

Langues demandées Français

Type de contrat : Consultant (e) /individuel (le)

Début du contrat : Avril 2025

Durée du contrat : 30 jours ouvrables sur une durée maximale de 2 mois calendaires

TERMES DE REFERENCE

1. Contexte

Le Programme « Dialogue National pour une économie inclusive et porteuse de paix » soutenu financièrement par le Peace Building Fund (PBF), demeure une initiative du Secrétariat Général pour la Consolidation de la Paix et il est exécuté par le PNUD, agence lead en concertation avec l'OIT, avec l'appui du Secrétariat du PBF et le Bureau du Coordonnateur Résident (BCR) en Haïti.

Le gouvernement haïtien a en effet manifesté son adhésion au programme et l'engagement des ministères tels que le MEF, le MPCE et le MAST sont certes déterminants pour sa réussite.

L'appropriation par la société civile est en effet primordiale, à travers la participation d'organisations de la société civile, un ensemble d'entre elles ont participé d'ailleurs à une série de consultations et leurs suggestions recueillies tout au début à l'étape de la formulation de la proposition. On peut citer ISC, Group Croissance, etc. Le secteur privé des affaires, représenté par des entités formelles comme l'ADIIH, la Chambre de commerce haïtiano-canadienne, la Chambre des métiers et de l'artisanat et les représentants des travailleurs, y compris CTSP, CTH, CSH, MSTs, BO, CATH et CNOHA, sont aussi des organisations clés pour faire avancer le dialogue social.

Après maints constats un dialogue social et économique s'impose comme un des fondamentaux de la stabilité et de la paix sociale mais aussi se révèle une condition nécessaire pour le développement économique inclusif résilient et durable, eu égard des aléas de la conjoncture politique, économique et de l'apparition d'une nouvelle génération de droits économiques, sociaux et culturels de plus en plus affirmés.

Aussi est-il opportun de favoriser un dialogue multi-acteurs et multi-niveaux pour comprendre le contexte socio-économique marqué par l'absence d'une économie inclusive et l'aggravation des inégalités perceptible à l'aune d'un ensemble d'indicateurs. Quel que soit l'indicateur utilisé (coefficient de Gini, etc.), il fait apparaître de grandes disparités voire une certaine dichotomie entre les intérêts des strates de la société, tout semble indiquer qu'il y a une impérieuse nécessité de concevoir de nouvelles politiques publiques susceptibles d'atténuer les effets pervers passant par une meilleure réglementation des questions économiques, empreinte d'équité et de justice sociale. Les risques de perversion du modèle économique sont certes grands et le recours de plus en plus à l'instrumentalisation de la violence et de l'insécurité en tant que modalités d'expression politique.

De plus les priorités que sont une « économie performante, juste et inclusive », « l'égalité genre » et le soutien aux initiatives de la jeunesse par exemple, sont certes tout à fait compatibles et devront être promues au sein du « dialogue national » qui place les fondements structurels d'une économie génératrice d'inégalités et d'exclusions au centre des débats.

La gouvernance démocratique redevable et la transformation économique représentent les 2 piliers stratégiques et prioritaires du CPD sur la période 2023-2027 et une des voies préconisées pour le renforcement des moyens de mise en œuvre est par ailleurs la définition de nouveaux partenariats entre acteurs à plusieurs niveaux, national et international

Sans doute il est d'une nécessité absolue d'engager ce dialogue participatif, franc et sincère, incluant surtout les jeunes, les femmes par le biais d'un forum susceptible de poser des questions spécifiques, de faire des diagnostics consensuels et d'apporter des réponses pragmatiques et novatrices à leurs nombreuses préoccupations, ceci à travers plusieurs sessions de dialogue organisées en concertation avec plusieurs parties prenantes (Gouvernement, Société Civile, les PTF, les Partenaires Sociaux, Organisations confessionnelles, etc...). C'est en tout cas une des premières étapes en vue de l'institutionnalisation du dialogue social tant espérée, en cherchant sur le moment les synergies et en veillant aussi bien à l'instauration de mécanismes du dialogue sur les plans national, sectoriel et territorial.

2. Le projet Dialogue National pour une économie inclusive et porteuse de paix

Ce projet vise la consolidation de la paix en conduisant un dialogue participatif, franc et sincère, incluant surtout les jeunes, les femmes par le biais d'un forum susceptible de poser des questions spécifiques, de faire des diagnostics consensuels et d'apporter des réponses pragmatiques et novatrices à leurs nombreuses préoccupations, ceci à travers plusieurs sessions de dialogue organisées en concertation avec plusieurs parties prenantes (Gouvernement, Société Civile, les PTF, les Partenaires Sociaux, Organisations confessionnelles, etc....)

Pour y parvenir les résultats attendus sont :

- Résultat 1 : Les différents secteurs de la société s'approprient la nécessité et la méthodologie du dialogue national sur l'impératif de réforme du modèle, de la gestion et de la gouvernance économique comme fondation d'un nouveau contrat social et de vecteur de paix ;
- Résultat 2 : Un dialogue effectif sur les chantiers prioritaires de réforme dans le cadre du Forum représentatif et démocratique se tient en s'appuyant sur des analyses économiques inclusives et multidisciplinaires solides ;
- Résultat 3 : Les parties prenantes, et y compris les élites économiques du pays, reconnaissent la nécessité de changer de paradigme économique et s'engagent à contribuer aux réformes.

C'est en tout cas une des premières étapes en vue de l'institutionnalisation du dialogue social tant espérée, en cherchant sur le moment les synergies et en veillant aussi bien à l'instauration de mécanismes du dialogue sur les plans national, sectoriel et territorial.

3. Objectifs de la mission

L'objectif principal de la mission de consultation est d'élaborer un guide méthodologique, c'est-à-dire un cadre analytique servant de référence pour le dialogue national dans le contexte haïtien...mais aussi aider à la formulation d'orientations pratiques pour sa mise en œuvre, incluant la feuille de route (*un plan d'actions et des mécanismes de suivi des recommandations*), ceci selon une approche hautement participative.

4. Portée de la mission

Sous la supervision de l'équipe conjointe du projet et en collaboration avec le Bureau des Nations Unies en Haïti, du PNUD et du Comité Technique Multipartite (CTM), le consultant devra fournir une assistance technique pour la mise en place d'un dialogue économique, selon une approche participative. Pour rappel le public cible de ce dialogue demeure les femmes et les jeunes.

C'est une étape préalable à la conduite des sessions du forum qui sont organisées dans les principales régions du pays et dans sa diaspora et donc elle permet d'esquisser d'autres aspects essentiels pour la stratégie d'engagements des élites politiques et économiques.

Le consultant est responsable de la définition d'un cadre conceptuel pour un dialogue national mettant l'accent sur une croissance inclusive. Il devra certainement présenter une approche pertinente pour la mise en place des mécanismes d'un dialogue économique et surtout des recommandations pratiques pour la conduite d'un forum national. Le consultant devra assister l'équipe du projet dans la mise en œuvre d'une stratégie de sélection des participants (*public cible de jeunes et de femmes dans les régions et la diaspora*). Enfin le consultant devra aider à mener à bien le processus d'analyse, de consultations et de dialogue dans l'ensemble des régions conformément à l'approche décrite dans le guide méthodologique.

Tout cela permettra la conduite des sessions et aussi la validation des thématiques retenues (*cf. plan d'actions et FdR du dialogue*) et aussi une orientation globale pour une stratégie d'engagement souhaitable des décideurs politiques et économiques.

Aussi, la mission devrait-elle conduire à une FdR (feuille de route) présentant des thématiques associées aux sessions du forum et largement documentées par des analyses diagnostiques conduites parallèlement pendant cette phase.

Les responsabilités du consultant comprendront, mais sans s'y limiter, les activités suivantes :

a) Phase initiale d'élaboration du programme

Le consultant devra intervenir lors du processus d'élaboration du programme en appuyant surtout dans la définition d'une méthode de travail et dans la procédure validation par les principales parties prenantes (*Organisations de jeunes et de femmes, des membres du gouvernement, secteur privé etc...*)

Le consultant pourra être sollicité pour un appui au Comité Technique Multipartite (CTM) du dialogue lors des séances de consultations participatives menées auprès des parties prenantes.

Sur base des travaux d'inventaire, des données pertinentes et des analyses des politiques effectués au préalable par le projet, le consultant pourrait être sollicité pour appuyer dans la composition des groupes de travail ou sous-comités thématiques.

b) Appui à la constitution du Conseil des Sages du dialogue

Le consultant pourra être sollicité pour appuyer le CTM dans la définition des critères et plus encore dans la composition d'un Conseil avec des médiateurs. Il pourra aussi aider dans l'élaboration des règles de décisions et aussi des mécanismes pour la recherche de consensus.

c) Appui dans la stratégie de sélection des participants

Le consultant pourra indiquer les éléments spécifiques pour l'élaboration d'une stratégie de sélection des participants (*taille de l'échantillon, représentativité, Inclusivité, genre ...*)

5. Résultats attendus

Le rapport de la mission doit, entre autres, couvrir les aspects suivants :

1) Feuille de route du dialogue et son plan d'actions

Proposer dans le guide une feuille de route du dialogue incluant les différentes séquences et aussi les échéances jusqu'à l'évaluation finale du dialogue économique.

2) Une stratégie de sélection des participants du dialogue

Soutenir l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie de sélection des participants avec une attention particulière pour la participation des femmes et des jeunes
(*Constitution d'un échantillon représentatif*)

3) Des mécanismes de mise en œuvre des résultats du dialogue

Appuyer dans la définition de certaines garanties ou mécanismes de suivi des recommandations issues des sessions du dialogue.

6. Profil du consultant

Le consultant devrait avoir les qualifications et expériences suivantes :

Formation :

- Diplôme d'études supérieures (Master ou plus) en sciences politiques, juridiques, finances ou politiques publiques, des relations internationales ou dans un domaine connexe.

Expériences et compétences :

- Expérience avérée (au moins 10 ans) dans des travaux de recherche en matière de médiation et négociations de paix, de transitions politiques et sécuritaires ;
- Avoir participé dans des processus de paix axés sur l'inclusivité et la participation des secteurs économiques et socio-politiques ;
- Avoir conduit des séminaires de formation ou de partages d'expériences à l'intention des acteurs politiques et sociaux des pays touchés par un conflit

- Familiarité avec le cadre de transition dans des pays affectés par les conflits armés et autres crises politiques et économiques ou du contexte haïtien en particulier dans le domaine justifiée par une/des expériences pertinentes de travail (ou mission antérieure) avec le gouvernement, respectivement Ministère de la Planification et de la Coopération Externe (MPCE) ou le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF), Ministère des Affaires Sociales et du Travail (MAST), la société civile ou secteur privé des affaires. ;
- Expériences pertinentes de travail avec des institutions internationales intervenant dans les processus de Dialogue National ;
- La maîtrise de la langue française.

Le consultant peut faire recours à d'autres consultants pour combler partiellement l'expertise requise ou réaliser des recherches additionnelles. Ce recours accessoire sera justifié dans la note méthodologique qui inclura aussi un profil résumé du ou des consultants additionnels. Toutefois, l'engagement contractuel ne sera établi qu'avec le consultant principal dont le CV sera le seul à être évalué.

7. Calendrier des livrables à fournir

Sont prévus les livrables suivants :

- Note méthodologique et commentée sur base du déroulement du plan de travail (max 10 pages)
- Le rapport de mission incluant les sections suivantes
 - *Feuille de route du dialogue et son plan d'actions*
 - *Un document de Stratégie de sélection des participants*
 - *Des mécanismes de mise en œuvre des résultats*
- Bibliographie fondamentale, liste des interviews, annexes statistiques

Les livrables à produire par le consultant ainsi les termes de paiement sont comme suit :

Livrables	Echéance	% du contrat
Note méthodologique et plan de travail à présenter à la réunion de démarrage	3 jours après la signature du contrat	
La note méthodologique mise-à-jour, l'index du rapport final et le plan de travail	1 semaine après la réunion de démarrage	30% du contrat
La première version du rapport de mission soumis pour commentaires au CTM et au Bureau des Nations Unies lors d'un atelier de restitution.	2 semaines après la réunion de démarrage	-
La deuxième version du rapport qui sera présentée au public.	4 semaine et demie après la réunion de démarrage	40% du contrat
La version finale du rapport, incluant les annexes	2 semaines après la présentation de la deuxième version.	30% du contrat

Les livrables seront validés par le PNUD en collaboration avec le Comité Technique Multipartite.

8. Durée de la mission

La mission se déroulera à Port-au-Prince avec possible déplacement en province pour collecter les informations requises sur le terrain et participer à des rencontres avec les parties prenantes. Cette mission devra être conduite sur trente (30) jours ouvrables et répartie sur une période de deux (2) mois au maximum.

Les engagements contractuels de la mission seront accomplis avec l'approbation du rapport final.

9. Durée de la mission

Proposition technique - 70/100 ;

Proposition financière - 30/100.

Documents à inclure dans la soumission de la proposition

Les candidats intéressés doivent présenter les documents/renseignements suivants pour démontrer leurs qualifications :

- Une Proposition Technique :
 - Note explicative sur la compréhension des Termes de Référence et les raisons de la candidature : Brève présentation de l'approche méthodologique (assortie d'un chronogramme) et de l'organisation de la mission envisagée ;
 - CV incluant : Les expériences acquises dans des projets similaires avec au moins 3 références. Présentation du profil dans le cas d'un consultant individuel où des expériences de la firme en la matière ;
- Une Proposition Financière : Contrats forfaitaires pour les consultants individuels ou firme de consultation

Les candidatures féminines sont vivement encouragées.

